



ECC-CENCO : Concertation de la société civile autour des initiatives de paix en RDC

À l'initiative conjointe de la Commission Justice, Paix et Sauvegarde de la Création de l'ECC (ECC/JPSC) et de la Commission Épiscopale Justice et Paix de la CENCO (CEJP), la société civile congolaise s'est réunie le vendredi 2 octobre 2026 au Centre d'Accueil Mgr Shaumba afin d'harmoniser sa contribution autour du dialogue national pour la paix, la cohérence et la refondation de la Nation.

Ouvrant les travaux, Monsieur Didier Mumengi a rappelé les exigences du moment historique. Il a souligné que la paix ne peut plus être simplement proclamée ou espérée, mais qu'elle doit être bâtie sur des bases rigoureuses et scientifiques.

« Le génie d'un peuple ne réside pas seulement dans la lucidité avec laquelle il diagnostique ses propres maux. Il réside dans sa capacité à exorciser la décadence ambiante, à transformer cette lucidité en intelligence pratique des solutions, et cette intelligence en amélioration tangible de la vie collective », a-t-il affirmé.

Détaillant l'architecture du Pacte social, **M. Didier Mumengi** a souligné que cette initiative va bien au-delà d'un simple arrangement politique. Elle repose sur trois piliers stratégiques fondamentaux : la pastorale de la paix et le dialogue communautaire ; le dialogue des experts ; ainsi que la dimension régionale et internationale.

Prenant à son tour la parole, Monsieur Jean-Christophe Elembo, Secrétaire national exécutif de la Commission ECC/JPSC, a dressé une rétrospective de l'implication de la société civile dans les crises congolaises de 1960 à nos jours. Citant le Psaume 11:3 — « Quand les fondements sont renversés, le juste, que ferait-il ? » —, il a rappelé la diversité des acteurs citoyens, notamment les Églises, les syndicats, les ONG, les mouvements de femmes et de jeunes ainsi que les médias, tout en soulignant la nécessité de dégager un référentiel commun.

Pour **Monsieur Jean-Christophe Elembo**, cette concertation doit permettre de formaliser des exigences concrètes : le traitement du sort des groupes armés, le suivi des droits des victimes, la mise en œuvre des réformes institutionnelles urgentes et la garantie d'un mécanisme rigoureux d'évaluation du futur dialogue.

De son côté, **Monsieur Cyrille Ebotoko**, Secrétaire exécutif de la Commission Justice et Paix de la CENCO, a présenté une analyse comparative des initiatives et identifié les principaux enjeux. Cette analyse a permis de relever plusieurs forces et faiblesses, avant l'ouverture d'un débat interactif avec les participants.

Au terme de cette rencontre, la société civile congolaise a réaffirmé sa volonté de ne pas rester spectatrice. En plaçant l'intérêt supérieur du peuple congolais au centre de leurs démarches, les organisations présentes ont engagé un travail de synthèse visant à harmoniser les différentes approches méthodologiques et à présenter une position unifiée.